

Le cow-boy Pierre-Marcel Revaz en a eu assez du shérif fouineur des assurances

Groupe Mutuel Après le départ en bloc du comité directeur, les langues se délient sur les méthodes du patron tout-puissant.

Jean-Claude Pécelet

jean-claude.pecelet@lematin Dimanche.ch

«Ils faisaient ce qu'ils voulaient», dit un ex-cadre. «Ils», c'est-à-dire le big boss Pierre-Marcel Revaz, passionné de belles voitures, l'homme de l'ombre (vice-président) Daniel Overney et l'élégant secrétaire Pierre-Angel Piasenta. On les retrouvait dans la dizaine de sociétés d'assurances, privées et publiques, constituant le Groupe Mutuel, ainsi que dans l'association faîtière, au cœur de l'action et du pouvoir.

Lundi, un jour après le rejet de la caisse publique, ils ont tiré leur révérence en bloc avec les autres membres du comité. Une interview au *Nouvelliste*, c'est tout. Le Groupe Mutuel (5 milliards de francs de chiffre d'affaires, 2000 employés, 1,2 million d'assurés, dont 113 000 en Valais) a beau vanter sa taille nationale, l'affaire s'est réglée à la valaisanne. Karin Perraudin (BCVs, Union-Fruits) reprend la présidence presque sans expérience, flanquée de Marc-André Ballestraz (fiduciaire Fidag), de Jean-Blaise Conne (ex-PwC) et de l'entrepreneur sierrois Fabio Naselli. Les conseillers aux Etats Urs Schwaller (PDC/FR) et Roland Eberle (UDC/TC) siégeront aussi au comité - pour services rendus, disent les mauvaises langues.

Le patriarche Revaz, 61 ans, tirera-t-il les ficelles en coulisse?

Cela fait si longtemps qu'il dit vouloir se retirer... Il semble que cette fois soit la bonne, même si un doute subsiste. Pierre-Marcel Revaz quitte l'association faîtière et les sociétés membres du Groupe, mais pas les fondations qui les possèdent. «Elles n'ont aucun pouvoir», relativise Thomas Griching, directeur exécutif. Alors pourquoi y reste-t-il? L'intéressé se tait. Officiellement, ce départ n'est pas imposé par la FINMA. Mais l'enquête que mène le gendarme des marchés financiers depuis des mois au Groupe Mutuel, l'obligeant en juillet à rembourser 9 millions de primes excessives dans les assurances complémentaires, a mis en lumière un «problème de gouvernance».

En froid avec Couchepin

Du coup, les langues se délient. On apprend ainsi que l'ancien conseiller fédéral Pascal Couchepin, accusé à l'époque de favoriser son excellent ami Pierre-Marcel Revaz, est en froid avec lui: «Ça fait des années que je lui dis: ta gouvernance ne va pas, tu n'as plus de contre-pouvoir. Mais je lui voue une immense reconnaissance pour avoir créé le plus gros groupe de services de Suisse romande.»

Avant que débarque la FINMA, le sujet de la gouvernance «n'avait jamais été abordé au comité», dit un de ses membres. «La tendance était d'aller vers Pierre-Marcel Revaz pour tout

et pour rien, ajoute Michel Amaudruz, autre démissionnaire. Je lui ai dit: il y a un truc qui cloche, vous grandissez trop vite, vous allez agacer.»

C'est peu dire. Les «caisses d'attaque» utilisées par le Groupe Mutuel pour chasser les bons risques dans les autres cantons ont suscité la haine des concurrents, qui le lui rendent bien en tuyaillant aujourd'hui la FINMA. A l'interne, on apprend qu'un directeur fut engagé sans autre discussion au comité sinon autour d'une bonne bouteille. Un diktat du patron a suffi pour nommer il y a une dizaine d'années une responsable des ressources humaines peu compétente mais bien vue de lui.

Mais y a-t-il un cadavre dans le placard? Non, disent les sources internes, même critiques. Et Dieu sait si le Groupe Mutuel a été passé au scanner depuis 2005 par différentes instances fédérales! Lundi, le conseiller



Pierre-Marcel Revaz et sa successeuse Karin Perraudin, nouvelle présidente du Groupe Mutuel. Sabine Papilloud/«Le Nouvelliste»

d'Etat Mauro Poggia affirmait sur «Genève à chaud»: «Il est démontré que les primes des assurés de base servent à financer autre chose.» Interrogé sur ses preuves, il envoie une décision

de justice genevoise... qui prouve plutôt le contraire. Quand on le lui fait remarquer, il répond qu'il «faut la lire entre les lignes». Un peu léger.

Sans doute Pierre-Marcel Revaz a-t-il bien gagné sa vie. Outre son salaire estimé à 1 million de francs, il a touché des dividendes et surtout des commissions, le moteur de la maison. La seule intégration de la Caisse Vaudoise lui aurait rapporté quelque 5 millions. Est-ce immérité? Quand on compare ses gains au développement du groupe ou aux bonus des banquiers, ils sont raisonnables.

Côté gouvernance, les choses ont commencé à bouger, lentement, en 2008 pour se précipiter ce printemps. Les membres de la direction opérationnelle, dont Sophie Revaz, fille de Pierre-Marcel, se sont retirés des organes stratégiques. «Le comité directeur a peut-être eu peur de vivre ce qui est arrivé aux dirigeants d'Assura, débarqués manu militari par la FINMA en 2013», dit un de ses membres. «La pression augmentait. Pour la paix des âmes, il a été décidé d'accélérer le changement générationnel, ajoute Yves Seydoux. Mais pourquoi nous reprocher d'être opaques? Nos flux sont très contrôlés et nos frais administratifs, à 4,2%, sous la moyenne suisse.»

Le principal défi des nouveaux administrateurs n'est pas la gouvernance. C'est de maintenir le dynamisme d'un groupe dont le fondateur a eu un nez incroyable pour détecter les nouveaux marchés d'assurance. Aujourd'hui à maturité, ils sont plus concurrentiels et surtout très réglementés. Pas trop le genre du cow-boy Revaz. ●

Collaboration:
Fabiano Citroni

«La tendance était d'aller vers Pierre-Marcel Revaz pour tout et pour rien. Je lui ai dit: il y a un truc qui cloche, vous grandissez trop vite, vous allez agacer»

Michel Amaudruz,
membre démissionnaire du comité du Groupe Mutuel

Le Matin Dimanche
5.10.2014